

RENOUVELLEMENT D'UNE CANALISATION POUR L'ALIMENTATION DU CHATEAU D'EAU DE GALLARDON

Acte d'engagement (A.E.)

N° 19-PA-14

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée
en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique

Type d'acheteur public : Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI)

Département : Eure-et-Loir

Juillet 2019

Maître de l'Ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES EURELIENNES
D'ILE DE FRANCE
6 Place Aristide Briand
28230 EPERNON
Tél : 02 37 83 49 33
Fax : 02 37 83 73 90
Email : contact@porteseureliennesidf.fr

OBJET DU MARCHE :

RENOUVELLEMENT D'UNE CANALISATION POUR L'ALIMENTATION DU
CHATEAU D'EAU DE GALLARDON

- Date du marché : - Montant : - Imputation :	
---	--

Personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code de la Commande Publique : MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES EURELIENNES D'ILE DE FRANCE

Ordonnateur : MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES EURELIENNES D'ILE DE FRANCE

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le TRESORIER DE MAINTENON.
27 BIS RUE COLLIN D'HARLEVILLE. 28130 MAINTENON

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

JE, contractant unique soussigné, (1)

NOUS, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, groupées conjointes ou solidaires des unes des autres, et désignées dans le marché sous le « Titulaire » (1)

Pour les entreprises individuelles :

Je soussigné (nom, prénom) :

Adresse :

N° de téléphone :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code de l'activité économique principale APE :

Pour les sociétés :

Je soussigné (nom, prénom) :

Agissant au nom et pour le compte de la société :

Au capital de :

Adresse du siège social :

N° de téléphone :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Code de l'activité économique principale APE :

Pour les groupements :

M.....

1er contractant

Agissant en mon nom personnel (1) :

Adresse :

Agissant au nom et pour le compte de la société (1) :

Au capital de :

Adresse du siège social :

N° de téléphone :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Code de l'activité économique principale APE :

M.....

2eme contractant

Agissant en mon nom personnel (1) :

Adresse :

Agissant au nom et pour le compte de la société (1) :

Au capital de :

Adresse du siège social :

N° de téléphone :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Code de l'activité économique principale APE

M.....

3eme contractant

Agissant en mon nom personnel (1) :

Adresse :

Agissant au nom et pour le compte de la société (1) :

Au capital de :

Adresse du siège social :

N° de téléphone :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Code de l'activité économique principale APE

Et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché représente par
..... dûment mandaté à cet effet,

Après avoir pris connaissance :

- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises et des documents qui y sont mentionnés,
- du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0,
- et après avoir établi et fourni les déclarations et documents prévus par le Code de la Commande Publique et ses textes d'applications,

m'ENGAGE (1)

nous ENGAGEONS (1) sans réserve, en tant que **sociétés groupées conjointes et/ou solidaires (1)**

Conformément aux stipulations des documents visés, ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions, ci-après, définies.

L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de 180 (cent quatre-vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

La Société.....est le mandataire du groupement conjoint avec mandataire solidaire /ou solidaire.

ARTICLE 2 - PRIX

2.1. - Montant du marché

Les modalités d'actualisation des prix fermes sont fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

L'évaluation de l'ensemble des travaux tel qu'il résulte du détail estimatif est décomposée dans le tableau ci-après en mettant en évidence les montants en euros hors TVA et TVA incluse :

OFFRE DE BASE - CANALISATIONS PEHD Renforcé - TRANCHEE A 0.80 m de profondeur		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

OFFRE DE BASE - CANALISATIONS PEHD Renforcé - Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES – TRANCHEE A 0.80 m de profondeur		
	En chiffre	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES - Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
	En chiffre	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE FACULTATIVE N°		
	En chiffre	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

2.2. - Montant sous-traité désigné au marché :

Les formulaires situés en Annexe au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations dont j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément aux annexes est :

OFFRE DE BASE - CANALISATIONS PEHD Renforcé - TRANCHEE A 0.80 m de profondeur		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

OFFRE DE BASE - CANALISATIONS PEHD Renforcé - Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES – TRANCHEE A 0.80 m de profondeur		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES - Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

VARIANTE FACULTATIVE N°		
	En chiffres	En lettres
Montant hors TVA en Euros		
Montant de la TVA au taux de 20 % en Euros		
Montant Total TVA incluse en Euros		

2.3. - Montant sous-traité :

En outre, le tableau, ci-après, indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation au Maire ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal, non révisable ni actualisable, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Offre de base canalisations PEHD Renforcé Tranchée à 0.80 m de profondeur		
Nature de la prestation	Montant de la prestation (H.T.)	Montant de la prestation (TTC)
TOTAL		

OFFRE DE BASE - CANALISATIONS PEHD Renforcé Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
Nature de la prestation	Montant de la prestation (H.T.)	Montant de la prestation (TTC)
TOTAL		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES Tranchée à 0.80 m de profondeur		
Nature de la prestation	Montant de la prestation (H.T.)	Montant de la prestation (TTC)
TOTAL		

VARIANTE OBLIGATOIRE CANALISATIONS FONTES Plus-value Fond de tranché entre 1m et 1 m20		
Nature de la prestation	Montant de la prestation (H.T.)	Montant de la prestation (TTC)
TOTAL		

Variante facultative n°		
Nature de la prestation	Montant de la prestation (H.T.)	Montant de la prestation (TTC)
TOTAL		

Créance présentée en nantissement ou cession :

Le montant maximal de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder, est ainsi de :

.....€ HT

.....

..... € TVA incluse.

ARTICLE 3 - DELAIS

Les travaux seront exécutés dans le délai de semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer, se décomposant ainsi :

Délais	Offre de base canalisations PEHD renforcé	
	Tranchée à 0.80 m de profondeur	Plus-value Tranchée de 1 m à 1.20 m de profondeur
• de la préparation de chantier		
• d'exécution		
• TOTAL		

Délais	Variante canalisations fonte	
	Tranchée à 0.80 m de profondeur	Plus-value Tranchée de 1 m à 1.20 m de profondeur
• de la préparation de chantier		
• d'exécution		
• TOTAL		

Délais	Variante facultative n°
• de la préparation de chantier	
• d'exécution	
• TOTAL	

La période de préparation commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service distinct qui prescrira de commencer l'exécution.

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

La part attribuée à chaque cotraitant sera fixée dans une annexe au présent acte d'engagement.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes, ci-après, selon les répartitions jointes en annexe.

Compte ouvert à la banque de :
- au nom de :
- sous le numéro :
- code banque : Code guichet : Clé :

Compte ouvert à la banque de :
- au nom de :
- sous le numéro :
- code banque : Code guichet : Clé :

Compte ouvert à la banque de :
- au nom de :
- sous le numéro :
- code banque : Code guichet : Clé :

Dans la monnaie de règlement suivante : euro

Avance forfaitaire :

☒ Le Titulaire du marché demande à bénéficier de l'avance forfaitaire (dans la limite de 5 % du montant, TTC, des prestations et suivant les modalités fixées par le Code de la Commande Publique.

☐ Le Titulaire du marché refuse le versement de l'avance forfaitaire.

Les Relevés d'Identité Bancaire seront joints à l'acte d'engagement.

J'affirme / nous affirmons sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à :

- Mes / nos torts exclusifs ne pas tomber.
- Ses torts exclusifs, que le groupement d'intérêt économique pour lequel / la société pour laquelle j'interviens ne tombe pas.

- Leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas.
- Sous le coup des interdictions découlant du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice.
- Sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent Acte d'Engagement.

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et Approuvé"
Signature(s) du Bureau d'Etudes

Fait en un seul original
A

le

le

OFFRE RETENUE PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

	Offres	Description	Montant HT.
☐	Offre de base Canalisation PEHD renforcé Tranchée à 0.80 m de profondeur		
	☐ Plus-value pour fond tranchée entre 1 m et 1 m 20		
☐	Variante obligatoire canalisations fonte Tranchée à 0.80 m de profondeur		
	☐ Plus-value pour fond tranchée entre 1 m et 1 m 20		
☐	Variante facultative n°		

Le montant du marché est ainsi porté à :

Total H.T.	€ HT
TVA 20 %	€
TOTAL T.T.C.	€ TTC

Soit en lettres :

Acceptation de l'offre
est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A....., Le.....
Le représentant du pouvoir adjudicateur

(signature)

autorise par délibération en date du

VISAS

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu notification du marché le.....

L'entrepreneur / Le mandataire du groupement :
.....

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché

Signé :

Le par l'entrepreneur / le mandataire du groupement destinataire,

Le (date d'apposition de la signature ci-après).

Pour le représentant légal de la collectivité

(Date de réception de l'avis)

Le Pouvoir Adjudicateur :

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur**■ Désignation de l'acheteur :**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire

☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)

☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Prendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

■ **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ **Modalités de variation des prix :**

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU
☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

- ☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;
OU
☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :
- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,

- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant de l'acheteur :

M - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le